

Mépris et brutalité : que ce soit à la fonction publique Ou à la PJJ cela suffit ! Mobilisons-nous toutes et tous ensemble le 5 décembre 2024 !

Les mesures prévues par le gouvernement ne vont qu'amplifier la précarité financière : les 3 jours de carence et le passage de 100 % à 90 % de traitement entraînent une perte de salaire conséquente pour les personnels. La FSU a conçu un calculateur pour rendre compte de ce que cela représente concrètement pour chacun.e. (Lien vers le calculateur : [Calculateur délai de carence pour maladie - Fédération Syndicale Unitaire](#)).

Concernant les impacts ils seront de trois ordres :

- **Impact sur la santé** : cela risque de dissuader les collègues de s'arrêter en cas de maladie, favorisant un présentéisme qui aggrave l'état de santé à plus long terme.
- **Conséquences sur les prises en charge éducatives des jeunes** : le fait que des personnels travaillent malades réduit la qualité de leur travail.
- **Injustice perçue** : l'allongement des jours de carence est une injustice qui accentue le sentiment de manque de reconnaissance dans des métiers déjà sous pression.

Mais cette attitude scandaleuse et vexatoire vis-à-vis des personnels de la fonction publique n'est que l'illustration d'une situation extrêmement dégradée au quotidien dans nos services éducatifs. Ainsi depuis la rentrée et la mobilisation des personnels contre le plan social à la PJJ, le « tout va bien » de l'administration peine à cacher les tripatouillages de postes qui, de plus, ne répondent pas à l'absence de remplacements des collègues en arrêt longue maladie.

La situation est critique en Auvergne.

Les conditions de travail se dégradent dangereusement en particulier sur le STEMO Clermont-Ferrand et, plus spécifiquement sur les unités de Riom et Thiers où chaque unité fonctionne en mode dégradée. Les agents sont épuisé.e.s, confronté.e.s à une charge de travail grandissante et un manque de moyens humains.

Un constat alarmant : des moyens insuffisants. Face à cela, l'administration veut garder la tête « haute » et ne rien laisser transpirer des limites de l'institution. Il est demandé aux personnels de faire autant (voire plus) avec moins. La seule réponse « proposée » par la direction est la mutualisation des postes d'éducateur.trice.s et de

secrétaires. Cette solution se fait au détriment de la stabilité et de la qualité du travail dans leur unité d'affectation. Sous couvert de « volontariat » imposé, les règles d'affectation sont bafouées.

Plutôt que de mutualiser, nous exigeons des moyens humains supplémentaires pour assurer la pérennité et l'efficacité de nos missions et travailler sereinement. A défaut, le SNPES-PJJ/FSU appellera les personnels à se mobiliser en refusant un certain nombre de missions et à se concentrer sur l'accompagnement des jeunes stricto sensu.

Concernant la situation des UEMO de l'Allier, les « projets » d'investissements immobiliers de la DIR Centre Est pour 2025 sont soit insuffisants, donc ridicules à la vue de l'urgence de ces services, soit carrément absents pour l'unité de Montluçon où rien n'est prévu. Et pourtant, l'attente était forte de la part des personnels après la visite de la direction régionale.

Concernant l'EPE, les personnels ont appris avec stupéfaction, que la collègue occupant la fonction d'infirmière n'aurait pas de contrat à temps plein malgré des annonces verbales qui lui ont été faites et ne serait renouvelée que pour deux mois. Alors que ce poste est nécessaire pour les jeunes et le service, l'administration par sa manière de gérer les « ressources humaines » provoque découragement et colère auprès des agents.

Est-ce ainsi que les collègues doivent continuer de travailler ?

Nous appelons les personnels à se saisir de la journée de grève et de mobilisation du 5 décembre pour faire entendre leur mécontentement. Passons de l'épuisement à la colère !

NON à la mutualisation des postes, OUI à des moyens pour toutes nos unités !

Nous organisons une : Assemblée Générale le 5 décembre à partir de 12h
Après les manifestations à la Maison du Peuple de Clermont-Ferrand Au local de la FSU 63 (29 rue Gabriel Péri 63000 Clermont-Ferrand) pour discuter des suites de l'action afin d'obtenir les moyens nécessaires et mettre fin au mépris et la brutalité de l'administration !

Nous vous communiquons le lien vers la carte des mobilisation du 5 décembre et celui vers le calculateur de la FSU pour évaluer la perte de salaires provoquer par les mesures « Kasbarian ».

Lien : <https://snpespjj.fsu.fr/mobilisation-de-la-fonction-publique-contre-le-mepris-et-la-brutalite-carte-des-mobilisation-du-5-decembre-et-lien-vers-le-calculateur-des-mesures-kasbarian/>

